



SYNDICAT MIXTE DU PAYS DU MANS

REGLEMENT DE CONSULTATION

(R.C.)

Accord cadre multi-attributaire

Marché Public d'Etude

Réalisation d'Audits Energétiques sur une partie du territoire du Pays du Mans	
Maîtrise d'Ouvrage	Syndicat Mixte du Pays du Mans 40 rue de la Galère CS 51529 72015 LE MANS Cédex 2 Tel : 02.43.51.23.23 Courriel : jacqui.cullen@paysdumans.fr
Interlocuteur élu	M. Jean-Claude BOULARD, Président SM du Pays du Mans
Interlocuteurs administratifs	M. Matthieu GEORGET, Co-Directeur Mme. Jacqui CULLEN, Chargée de Mission Bâtiment-Energie-Climat
Comptable assignataire	Trésorerie Le Mans Ville
Date et heure limites de réception des offres : 3 novembre 2016, 17h00	

Règlement de la Consultation

Sommaire

<u>ARTICLE 1.</u>	<u>OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION</u>	<u>3</u>
1.1 -	OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.2 -	ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.3 -	DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION	3
1.4 -	CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS	3
1.5 -	NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE	4
<u>ARTICLE 2.</u>	<u>CONDITIONS DE LA CONSULTATION</u>	<u>4</u>
2.1 -	DELAIS D'EXECUTION	4
2.2 -	VARIANTES ET OPTIONS	4
2.2.1 -	VARIANTES	4
2.2.2 -	PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU ALTERNATIVES	4
2.3 -	DELAJ DE VALIDITE DES OFFRES	4
2.4 -	MODE DE REGLEMENT DU MARCHE ET MODALITES DE FINANCEMENT	4
<u>ARTICLE 3.</u>	<u>CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION</u>	<u>5</u>
<u>ARTICLE 4.</u>	<u>PRESENTATION DES OFFRES</u>	<u>5</u>
4.1 -	DOCUMENTS A PRODUIRE	5
4.2 -	VARIANTES	6
<u>ARTICLE 5.</u>	<u>SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES</u>	<u>6</u>
<u>ARTICLE 6.</u>	<u>CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS</u>	<u>7</u>
<u>ARTICLE 7.</u>	<u>RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES</u>	<u>8</u>
7.1 -	DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	8
7.2 -	VISITES SUR SITES ET/OU CONSULTATIONS SUR PLACE	8

Article 1. Objet et Etendue de la Consultation

1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation concerne le recrutement de prestataires spécialisés dans le domaine de la performance énergétique des bâtiments afin de réaliser des audits énergétiques pour le compte du Pays du Mans, sur le territoire du Pays du Mans, lors de la survenance du besoin.

1.2 - Etendue de la consultation

La présente procédure adaptée est soumise aux dispositions de l'article 27 et des articles 78 à 80 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

1.3 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

1.4 - Conditions de participation des concurrents

Les concurrents retenus pour cette consultation se présentent sous la forme d'un prestataire unique ou d'un groupement.

En cas de groupement, la forme souhaitée par la personne responsable du marché est un groupement solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait de la personne responsable du marché tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Le candidat, ou l'ensemble des candidats dans le cadre d'un groupement, devra detenir un référencement bénéficiant de la reconnaissance RGE (Reconnu Garant de l'Environnement). Seuls les professionnels titulaires de la mention RGE permettent l'attribution d'une aide financière de l'ADEME pour le financement de ces prestations. Ainsi, cette mention est demandée conformément à l'article 3-12° de l'Arrêté du 29 mars 2016 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics.

1.5 - Nomenclature communautaire

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

Classification principale	Classification complémentaire
Services de conseil en rendement énergétique (71314300-5)	
Services d'audit (79212000-3)	
Services de gestion de l'énergie (71314200-4)	

Article 2. Conditions de la consultation

2.1 - Délais d'exécution

Les délais d'exécution des documents d'études sont fixés dans le C.C.P.

2.2 - Variantes et Options

2.2.1 - Variantes

Les concurrents doivent présenter une offre entièrement conforme au dossier de consultation (solution de base).

Cependant, ils peuvent également présenter, conformément à l'article 58 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, une offre comportant des variantes.

Les éléments contenus dans les documents de consultation notamment le C.C.P. constituent les exigences minimales à respecter.

2.2.2 - Prestations supplémentaires ou alternatives

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de conclure éventuellement des avenants et /ou des marchés complémentaires ou de prestations similaires (dans ces deux derniers cas, si les conditions sont réunies) dans le respect de la réglementation en vigueur et du CGCT.

2.3 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

2.4 - Mode de règlement du marché et modalités de financement

Les études seront financées selon les modalités suivantes : sur fonds propres, avec financement possible à hauteur de 80 % maximum : ADEME, LEADER.

Les études, objet du présent marché, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Article 3. Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation du présent marché, contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (R.C.),
- L'acte d'engagement (A.E.) et son annexe financière,
- Le cahier des clauses particulières (C.C.P.) et annexes (Cahier de Charges de l'ADEME Pays de la Loire, Cahier des Charges de L'ADEME Nationale, Annexe descriptive de la mission type).

Article 4. Présentation des offres

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat.

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

4.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire

1. Un projet de marché comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui :
 - L'acte d'engagement (A.E.) et son annexe financière : à compléter, dater et signer en original par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaire du marché
 - Une note méthodologique dans laquelle les candidats expliciteront la démarche liée à la réalisation de cette étude, dont la méthode de calcul théorique des consommations énergétiques des bâtiments sera explicitée.
2. Un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui :
 - La copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire,
 - Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 51 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics (format libre ou DC2 comportant toutes les attestations nécessaires).
 - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.
 - Les documents et renseignements demandés par le pouvoir adjudicateur conformément à la réglementation en vigueur :
 - Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.
 - Une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.
 - Une indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services.
 - Mention RGE pour les études
 - Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de contrats de même nature.
 - Tous les documents permettant d'apprécier les garanties et capacités techniques et professionnelles du candidat.

NOTA : Avant de procéder à l'examen des candidatures, si le pouvoir adjudicateur constate que les pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, il peut décider de demander à tous les

candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai qui sera défini lors de la demande (10 jours maximum – article 55 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics).

4.2 – Variantes

Pour chaque variante présentée, les concurrents établiront un dossier particulier en indiquant, outre le montant de l'offre correspondant à cette variante les adaptations à apporter éventuellement au C.C.P.

Article 5. Sélection des candidatures et jugement des offres

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Les critères intervenant pour la sélection des candidats sont :

- Garanties et capacités techniques et professionnelles,
- Garanties et capacités financières.

Les critères intervenant pour le jugement des offres sont indiqués ci-dessous et pondérés de la manière suivante :

- 60% Valeur technique, appréciée à partir de l'analyse de la note méthodologique,
- 40% Prix des prestations, apprécié au vu de l'annexe financière de l'acte d'engagement dans lequel figure le prix décomposé pour une mission type (mission décrite dans l'Annexe Descriptive de la Mission Type du C.C.P.).

Le critère de la valeur technique de l'offre, noté sur 60 points, sera évalué à partir d'une note méthodologique précisant la démarche et les moyens mis en œuvre avec notamment pour chaque prestation demandée :

- les compétences et savoir faire des différents intervenants (notation sur 20 points),
- la méthodologie (notation sur 20 points),
- la qualité des documents produits et restitutions (notation sur 20 points).

Le critère du prix sera apprécié au vu de l'acte d'engagement dans lequel figure le prix décomposé par phase technique. L'offre la moins disante (hors offre anormalement basse) se verra attribuer la note de référence maximum (40 points). Les autres offres seront notées de façon inversement proportionnelle.

L'offre retenue est celle qui obtiendra le score le plus élevé. En cas d'égalité de classement, c'est le score obtenu sur le critère valeur technique qui départagera les offres.

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables ne seront pas classées.

Le prix de référence sera le prix hors taxe en lettres figurant à l'acte d'engagement.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seront constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire, le montant de celle-ci ne sera pas modifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le bureau d'études concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix forfaitaire de référence. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Négociations :

Après examen des propositions reçues, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'engager ou non des négociations avec le ou les candidats ayant présenté les offres les plus intéressantes. A défaut d'offre recevable, la négociation pourra être engagée avec l'ensemble des candidats ayant remis une offre irrégulière pour autant qu'elles aient respecté les exigences de délais et les modalités formelles de présentation des offres.

La négociation pourra se dérouler en plusieurs phases successives à l'issue desquelles certains candidats seront éliminés par application des critères de choix des offres.

Conformément au II de l'article 79 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, lorsqu'un accord-cadre est conclu avec plusieurs opérateurs économiques, le pouvoir adjudicateur organise une mise en concurrence afin d'attribuer les marchés subséquents.

Article 6. Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les candidats transmettent leur offre sous pli cacheté portant les mentions :

**Offre pour :
Audits Energétiques Pays du Mans
Marché d'étude**

NE PAS OUVRIR

Ce pli devra être remis contre récépissé ou, s'il est envoyé par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal, parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document et ce, à l'adresse suivante :

Syndicat Mixte du Pays du Mans
40, Rue de la Galère
CS 51529
72015 Le Mans Cedex 2

Les plis qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées ainsi que remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus ; ils seront renvoyés à leurs auteurs.

Article 7. Renseignements complémentaires

7.1 - Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres, une demande écrite à :

Madame Jacqui CULLEN
Syndicat Mixte du Pays du Mans
40, rue de la Galère
CS 51529
72015 Le Mans Cedex 2
Tel : 02.43.51.23.23
Email : jacqui.cullen@paysdumans.fr

Une réponse sera alors adressée, par écrit, à tous les candidats ayant retiré le dossier 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

7.2 - Visites sur sites et/ou consultations sur place

Sans objet.

Fait à : Le Mans
Le : 29 septembre 2016

Le Co-Directeur du Syndicat Mixte du Pays du Mans

Le Président du Syndicat Mixte du Pays du Mans

Matthieu GEORGET

Jean-Claude BOULARD
Sénateur de la Sarthe